

Union des Républicains de Progrès



Dr MAINGUY

Député sortant

**UDR
RI
CDP**



J.-F. CHABASSE

Avocat à la Cour

Suppléant

Le Candidat

Le Docteur Paul MAINGUY est un réginaburgien de naissance, puisque son père, le Docteur Emile MAINGUY s'est installé à Bourg-la-Reine en 1900 pour y exercer la médecine générale. Son grand-père maternel, le Docteur FRANCOZ était sénateur de la Haute-Savoie.

Après des études primaires à l'Ecole communale de Toucy (Yonne) puis secondaires au Lycée Lakanal, il se lance dans la Médecine. Externe, puis Assistant des Hôpitaux de Paris, il passe sa thèse à 24 ans et se spécialise en radiologie.

Mobilisé en 1939 il est affecté à l'Hôpital vétérinaire d'armée n° 2. Il est fait prisonnier puis libéré comme sanitaire. Pendant l'occupation il fait partie d'un réseau de renseignements. Après la Libération il est remobilisé et participe à la campagne d'Allemagne avec la 1^{re} Armée française.

Marié. Quatre enfants.

Ce n'est pas un politicien de métier

Maire de Bourg-la-Reine en 1947, il est réélu conseiller municipal sur une liste d'union en 1953.

En 1958 il accepte au dernier moment d'être candidat aux élections législatives. Il est élu au deuxième tour et constamment réélu depuis.

Pendant quatre législatures il fait partie de la Commission des affaires sociales dont il est pendant plusieurs années le vice-président. Il dépose de nombreuses questions écrites et orales et défend un certain nombre de rapports concernant plus particulièrement la Médecine et les Monuments historiques. Dans la circonscription il assure des permanences régulières à Antony, Bourg-la-Reine et Montrouge.

Par l'intermédiaire de son journal « Seine-Sud » il tient ses électeurs au courant des positions qu'il prend au Parlement.

Le Suppléant

Jean - François CHABASSE, 47 ans, marié. 3 enfants. Avocat à la Cour. Chevalier de l'Ordre national du Mérite à titre militaire.

A 16 ans il quitte le lycée pour rejoindre un maquis du Sud-Ouest, puis la 1^{re} Armée française avec laquelle il participe à la campagne d'Alsace et à la campagne d'Allemagne.

Après la guerre il reprend ses études, obtient sa licence en droit et un diplôme de sciences économiques, tout en s'intéressant activement à la vie publique (il fait partie de la commission d'études de l'association Capital-Travail).

En 1951 il s'inscrit au Barreau de Paris et participe à l'étude des projets de fusion des professions d'avocat et d'avoué en tant que Vice-Président de l'Union des jeunes avocats et membre du Comité directeur de l'Union internationale des jeunes avocats.

Ancien international scolaire de rugby il pratique régulièrement le tennis et l'alpinisme.

Ancien membre du Conseil économique et social il est actuellement Auditeur à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale.

Président de la section des anciens de la 1^{re} Armée française (Rhin et Danube).

Président d'Association de parents d'élèves (Fédération Armand).

On vous promet
le PÉROU...

Vous aurez
le CHILI !

Le programme socialo-communiste est une catastrophe. Combien coûteront les belles promesses qui le composent ? Personne ne le sait, pas même ceux qui l'ont fabriqué.

Tout ce qu'on peut dire c'est que la nationalisation des grandes entreprises et des autres aussi (à la demande de la C.G.T.) entraîneront forcément une récession économique, car le capitalisme d'Etat est le pire des capitalismes. Notre expansion s'effondrera, d'autant plus que nous serons mis à la porte du marché commun. C'est donc vous qui devrez payer la facture soit sous forme d'impôts soit par l'inflation, comme au Chili. Et comme dans ce pays on verra les ménagères françaises descendre dans la rue en tapant sur leurs casseroles vides.

Plus graves encore sont les menaces précises contre notre liberté. Les socialo-communistes nous proposent une « forme de transition vers le socialisme » autrement dit le communisme. Or, les communistes, une fois au pouvoir, ne le quitteront sûrement pas et nous finirons par subir les conditions matérielles et morales qui sévissent actuellement dans les démocraties populaires.

Ce que nous proposons :

Une Société plus juste

Effort de solidarité nationale en faveur des plus défavorisés.

Retraite à la carte à partir de 60 ans.

Minimum vieillesse doublé.

Gratuité des transports urbains et des soins pour les personnes âgées exonérées de l'impôt sur le revenu.

Humanisation des Hôpitaux.

Une justice plus humaine et moins coûteuse.

Consécration du rôle de la femme dans la vie moderne avec possibilité de travail à mi-temps.

Progression des allocations familiales.

Gratuité des frais de scolarité obligatoire.

Une France plus prospère

Priorité au plein emploi grâce au maintien de notre taux d'expansion.

Elévation du niveau de vie et lutte contre la vie chère.

Poursuite de l'effort d'équipement :

600.000 logements par an avec orientation vers la maison individuelle et accession à la propriété.

4.000 km d'autoroutes.

10 millions de téléphones.

Equipe scolaire avec un effort plus particulier sur le secondaire (lycée de Bagneux).

C'est un nouveau bond en avant que nous vous proposons afin de s'attaquer au problème essentiel qui est celui de l'homme et de son bonheur.

Une Société plus humaine

Mise en place des éléments d'une société de progrès, de participation, de dialogue.

Développement de la concertation entre le patronat et les salariés par voie contractuelle. Actionnariat. Participation. Horaires aménagés. Le SMIC doit continuer à augmenter plus vite que les salaires moyens.

Promotion du travail indépendant. Loi d'orientation du commerce.

Augmentation de l'aide aux handicapés.

LES PROBLÈMES LES PLUS URGENTS

Notre circonscription est la plus peuplée du département après la 12^e. Les quatre villes qui la composent ont peu de points communs.

TRANSPORTS

L'épine dorsale de la circonscription est la Nationale 20. Elle vient d'être aménagée. Des difficultés subsistent en certains points où il faudra prévoir l'aménagement de croisements à deux niveaux (en particulier à la Vache Noire).

Plus utile encore sera l'effort à faire sur les transports en commun : raccordement de la ligne de Sceaux à la station de métro Châtelet, prolongement de la ligne de métro n° 14 jusqu'à Bagneux. Construction de parkings à proximité ou au-dessus des stations de métro.

LOGEMENT

Ce problème, qui est capital, est difficile à résoudre à Bourg-la-Reine et à Montrouge, faute de terrains disponibles. Des logements sociaux pourront être édifiés dans le cadre des projets de rénovation urbaine à Antony et à Bourg-la-Reine.

ENVIRONNEMENT

Ces projets de rénovation ne devront pas aboutir à une urbanisation excessive. Beaucoup de personnes ont choisi de s'installer dans notre circonscription parce qu'elles pensaient y trouver de l'air et de la lumière. Sachons leur conserver un milieu où il fasse bon vivre.

URP VOTEZ **MAINGUY**

J.-F. CHABASSE, Suppléant